

Réunion préparatoire de la Conférence des Nations unies sur l'Eau de 2023 (mardi 25 octobre 2022 à New York).

11:05 - 13:00 - Exchange of views with participating states and relevant stakeholders on the themes of the Interactive Dialogues of the UN 2023 Water Conference.

## Projet d'intervention de la France

### Formules de politesse

Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies d'avoir conviée cette réunion préparatoire, ONU-eau et UNDESA pour leur travail de préparation, et les Pays-Bas et le Tadjikistan pour leur engagement dans le cadre de leur co-présidence de la Conférence des Nations Unies sur l'eau.

La conférence onusienne sur l'eau, qui se tiendra en mars 2023, représente une opportunité unique pour renforcer le dialogue multilatéral et encourager les décideurs politiques et l'ensemble des acteurs et secteurs d'activités à s'engager pour la mise en œuvre de l'ODD6 sur l'eau et l'assainissement, un objectif encore loin d'être atteint.

Les thèmes identifiés pour les dialogues interactifs, en couvrant un périmètre large et de nombreux secteurs, nous offrent l'opportunité de souligner les synergies entre les questions relatives à l'eau et l'ensemble des défis auxquels nous faisons face. La France est très attachée à cette approche transversale. Il est plus qu'urgent que nous prenions la mesure du rôle central des questions relatives à l'eau pour la sécurité alimentaire, la santé, l'égalité des genres, la transition énergétique et de façon générale le bien-être de tous.

Pour la France, les dialogues interactifs devront également permettre d'aborder et d'approfondir les priorités suivantes :

**1/ la réalisation effective du droit humain à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.** En 2022, 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 4,2 milliards sont sans accès à un assainissement décent. Nous savons pourtant qu'il s'agit de conditions essentielles pour prévenir nombre de maladies et éviter la propagation d'épidémies. Il est impératif d'agir, notamment

pour les populations les plus vulnérables que sont les femmes et les filles. L'accès à l'eau et à l'assainissement est crucial pour atteindre l'égalité des genres.

**2/ La promotion de la coopération transfrontalière, pour une gestion intégrée de la ressource en eau.** Dans un contexte où les pressions sur la ressource augmentent, la coopération transfrontalière constitue un impératif pour assurer la durabilité des ressources en eau et la résilience de nos sociétés. Les Conventions de l'Eau d'Helsinki et de New York constituent des outils précieux en matière de coopération transfrontalière qui doivent être promus et utilisés par tous.

**3/ Le renforcement de la gouvernance internationale de l'eau.** Une dynamique internationale se crée depuis plus de deux ans autour de l'eau et de l'atteinte de l'ODD 6. Nous devons nous assurer de la continuité de cette dynamique. Nous ne pourrions pas attendre de nouveau 50 ans avant la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'eau. C'est pourquoi il est primordial pour la France que la gouvernance internationale de l'eau soit renforcée au sein des Nations Unies, pour que nous puissions avoir des échanges réguliers sur ces questions transversales à l'échelle multilatérale.

**4/ Enfin, la question des financements devra également être au cœur des discussions.** L'ONU nous dit qu'il faudrait quadrupler nos investissements dans le secteur pour atteindre l'ODD6. C'est pourquoi nous devons intensifier nos investissements dans le secteur de façon plus durable et cohérente, à commencer par l'intégration des enjeux de l'eau dans les autres secteurs.

En abordant tous ces sujets cruciaux en mars, nous souhaitons surtout que ces dialogues interactifs soient ainsi l'occasion d'identifier des actions concrètes et ambitieuses sur lesquelles nous pourrions chacun nous engager afin d'accélérer l'atteinte de l'ODD6 et de l'ensemble des ODD. Nous saluons dans cette perspective l'initiative des co-présidents de créer un Agenda de l'Action sur l'Eau.

La France reste mobilisée pour les prochaines étapes des préparatifs de la Conférence, et salue les efforts de chacun pour que cet événement historique puisse accélérer l'action et la prise en compte des enjeux relatifs à l'eau.

D'ici là, et afin de renforcer cette mobilisation, **nous appelons le Secrétaire Général des Nations Unies à nommer rapidement un Envoyé Spécial sur l'Eau.** La France, au côté de l'Allemagne, de la Suisse, de la Slovénie, de l'Union Européenne et des 145 autres Etats ayant apporté leur soutien à l'initiative, est convaincu qu'un tel Envoyé Spécial est aujourd'hui nécessaire pour assurer une diffusion des enjeux relatifs à l'Eau dans l'agenda international global.

Je vous remercie. /.